

# La Cause du Communisme

N°1  
1980



## **SUR LES BASES DE L'OPPORTUNISME DANS LA CLASSE OUVRIÈRE**

ORGANISATION COMMUNISTE MARXISTE-LENINISTE

**VOIE PROLÉTARIENNE**

VP-PARTISAN.ORG ★ CONTACT@VP-PARTISAN.ORG ★ BP 122 - 93403 SAINT-OUEN



# Sur les bases de l'opportunisme dans la classe ouvrière

---

Chapitre 1 : Impérialisme et Opportunisme  
Chapitre 2 : La base sociale du révisionnisme  
Chapitre 3 : Révisionnisme et mouvement ouvrier

---

## ***I-IMPERIALISME ET OPPORTUNISME***

En France, depuis plus d'un siècle et demi, la classe ouvrière lutte contre ses exploiters. En dépit de plusieurs crises révolutionnaires qui l'ont ébranlé, le règne du capital n'a pas encore été renversé par ce formidable mouvement social. Pour les révolutionnaires, la raison essentielle en est la permanence de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier. Celui-ci a pris dans l'histoire diverses expressions politiques, il a marqué différemment la dégénérescence des partis ouvriers. Mais son essence idéologique est restée identique, telle que la résume la formule fameuse de Bernstein<sup>1</sup> : "*Le but final n'est rien, le mouvement est tout.*". En d'autres termes, l'opportunisme est l'idéologie de l'adaptation : adaptation à l'état existant des classes des rapports entre les classes, tels que le capitalisme les détermine. C'est-à-dire adaptation<sup>1</sup> du devenir de la classe ouvrière à la perpétuation de la condition d'exploité.

La politique de l'opportunisme, c'est donc le réformisme. Il est l'acceptation des lois de l'exploitation, la résignation à leur caractère « inéluctable » et « éternel ». Ne voyant que la force et le dynamisme du capitalisme, il ne fixe comme but à la lutte ouvrière que de composer avec lui : il maintient la lutte de classes dans les limites d'un aménagement du système d'exploitation. Ce qui oppose marxisme et opportunisme n'est nullement la reconnaissance ou non du rôle historique de la lutte de classes, mais le but fixé à celle-ci. Le marxisme révolutionnaire lui fixe celui de l'abolition des classes, de la transformation radicale des rapports de production. L'opportunisme aspire à diriger la lutte ouvrière pour atténuer les antagonismes de classes, pour

<sup>1</sup> BERNSTEIN : dirigeant de l'aile opportuniste de la social-démocratie allemande, un des premiers théoriciens du révisionnisme.

rendre le capitalisme moins dur pour les exploités, moins tyrannique pour les opprimés. Au lieu de sa destruction révolutionnaire, il veut sa transformation graduelle, par l'addition de réformes successives.

Idéologie de la réforme, l'opportunisme s'oppose bien sûr à tout germe d'action révolutionnaire consciente, comme il cherche aussi à dévoyer toute aspiration au changement social que produit inévitablement le combat de classe. Mais la lutte contre l'opportunisme en est trop souvent restée à dénoncer le rôle de « sapeur-pompier » de la révolution. Trop souvent, la critique spontanéiste a réduit le réformisme, à une politique en quelque sorte extérieure à la classe ouvrière, qui faisait le jeu de la bourgeoisie en l'empêchant de faire la révolution. Ainsi se développait la vision simpliste d'une classe ouvrière bouillonnante d'aspirations révolutionnaires, telle une marmite en ébullition, que seul un couvercle de fonte tenu par les traîtres réformistes, empêcherait d'exploser ! Les tâches révolutionnaires consistaient dès lors à chasser, y compris par la barre de fer, ces empêcheurs de révolution (baptisés kollabos, bureaucrates staliniens, diviseurs totalitaristes, etc.), pour que la lutte de classes puisse se développer librement jusqu'à renverser la bourgeoisie.

La faillite historique de ces oppositions inconséquentes au réformisme n'a rien d'étonnant. Une telle démarcation était en effet incapable de rendre compte de trois aspects essentiels de la réalité : la permanence dans la classe ouvrière d'une adhésion massive au réformisme, la capacité de ce dernier à mener des luttes contre le pouvoir en place, et, plus généralement, la poursuite, voire l'accélération, de l'accumulation capitaliste, en dépit d'une résistance ouvrière qui n'a jamais cessé. Dès lors, si nous voulons renforcer notre lutte contre cet obstacle essentiel à la révolution prolétarienne, il faut dépasser la dénonciation rituelle des « traîtres à la lutte de classes » ou des « larbins du capital engraisés par les miettes des surprofits ». Il ne s'agit pas, dans le cadre limité de cet article, de développer toute la critique idéologique et politique du réformisme et du révisionnisme. C'est là une tâche permanente de toute l'activité communiste. Notre intention se borne à préciser les bases sur lesquelles cette critique doit être menée, le point de vue qui doit guider la lutte anti-réformiste. L'essentiel est de faire apparaître les liens matériels qui déterminent les rapports entre l'opportunisme et les classes antagoniques. Notre travail s'articule alors autour de deux idées fondamentales : loin d'être extérieurs à la classe ouvrière, l'opportunisme et sa base sociale sont les produits du mouvement spontané de résistance au capital : ils naissent dans le rapport contradictoire qui unit exploités et exploités. Ensuite, le réformisme n'est pas « seulement » un obstacle à la révolution, il est un élément déterminant dans le mode d'accumulation qui s'est instauré avec la domination des monopoles. C'est largement grâce aux résultats de la lutte réformiste, que l'impérialisme a pu surmonter provisoirement ses contradictions, et connaître après la deuxième guerre mondiale une prospérité prolongée, que la crise actuelle ne doit pas masquer<sup>2</sup>.

Ce sont ces deux points qui font l'objet de cet article. Le premier chapitre, présenté dans ce numéro, expose les fondements généraux du développement de l'opportunisme en rapport avec celui du capital. Le deuxième chapitre est consacré à préciser quelle est la réalité matérielle qui, aujourd'hui, crée la base sociale du réformisme dans la classe ouvrière. Le troisième chapitre, enfin, vise à éclairer les liens du réformisme et du mouvement ouvrier, sur quoi il s'appuie pour le dominer, et à mettre en évidence le rôle qu'il a joué, et qu'il joue, dans la perpétuation de l'impérialisme. Les travaux sur la base sociale du révisionnisme ne sont pas nombreux, à notre connaissance, dans le mouvement communiste, depuis les contributions essentielles de Marx, Engels et Lénine. Une telle carence est, bien évidemment, pour beaucoup dans les faiblesses et erreurs commises dans la lutte contre les partis révisionnistes comme le P.C.F. Nous sommes parfaitement conscients du caractère encore confus, général, de nos propres positions. Mais il

<sup>2</sup> Marx avait déjà clairement montré comment, par exemple, la revendication salariale peut jouer un rôle tout à fait positif pour la bourgeoisie : tant qu'elle s'inscrit dans le cadre des rapports d'exploitation, elle peut jouer le rôle d'« aiguillon dynamique » du capital, en le forçant à évoluer, à élargir la sphère de la production marchande, etc. (voir « Salaires, prix, profits »).

est essentiel d'avancer sur ce point, faute de quoi toute tentative d'édifier un parti effectivement communiste dans le prolétariat restera tôt ou tard lettre morte. Le réformisme est contre-révolutionnaire parce qu'il est pro-impérialiste ; il n'est pas seulement un mauvais défenseur des intérêts ouvriers, mais un excellent défenseur de l'intérêt du capital. Si la lutte des communistes n'est pas capable de saper les bases mêmes de sa domination, l'impérialisme et les couches qu'il corrompt ont encore de beaux jours devant eux.

## **Luttes et divisions dans la classe ouvrière**

Depuis qu'existent les classes, existe la lutte des classes. Avec le capitalisme, ce sont principalement les deux classes fondamentales de la société moderne qui s'affrontent : la bourgeoisie et le prolétariat. Lutte des classes veut dire lutte de chacune des classes concernées : la bourgeoisie lutte contre la classe ouvrière pour maintenir, et accentuer, profits et domination. La classe ouvrière lutte contre la bourgeoisie pour défendre des conditions de vie et de travail que l'exploitation capitaliste ne cesse d'aggraver. Mais cette « *résistance aux empiètements du capital* », comme la définit Marx, vise spontanément l'amélioration de la condition d'exploité, et non la suppression de l'exploitation. Elle s'inscrit à l'intérieur d'un rapport social qui divise et oppose les ouvriers : concurrence entre ouvriers dans la vente de leur force de travail, inégalités dans les conditions de reproduction de celle-ci. Le lien immédiat de chaque ouvrier à la lutte collective est : celle-ci va-t-elle défendre mes intérêts, ceux-ci n'étant pas identiques à ceux de tous les ouvriers.

Il est alors inévitable que les ouvriers qui bénéficient des meilleures conditions de vie et de travail aspirent à renforcer cette situation, au besoin en se « protégeant » contre d'autres couches d'ouvriers. Leurs avantages relatifs sont la sanction d'un rapport de forces plus favorable qui les oppose au capital : celui-ci n'octroie rien généreusement, mais est obligé de tenir compte des éléments clés dans l'organisation de la production (qu'il s'agisse d'une branche importante pour le profit d'ensemble, ou d'une fonction importante dans l'organisation du travail). La lutte pour le maintien de ces avantages va donc appuyer, et renforcer, les divisions créées par l'exploitation capitaliste elle-même : car ce qu'elle arrachera au capital, celui-ci le compensera inévitablement en accentuant l'exploitation du plus grand nombre.

L'opportunisme est engendré par cette réalité objective. Il se développe à partir des aspirations des couches que favorisent les inégalités créées par le mode d'exploitation capitaliste, et qui cherchent à maintenir et améliorer leurs avantages particuliers. De telles aspirations s'expriment dans un programme de réformes qui servent cet objectif. Le réformisme, le révisionnisme notamment, sont la formulation politique de cette situation matérielle : ils expriment donc une aspiration à consolider le rapport social d'exploitation capitaliste, puisque c'est ce dernier qui donne naissance aux divisions. C'est ce maintien du combat de classe dans la soumission au rapport d'exploitation, qui caractérise fondamentalement le réformisme, et non pas le fait qu'il « trompe » la classe ouvrière sur les moyens d'un changement profond, ni qu'il étouffe la lutte de classes. Il dévoie celle-ci pour qu'elle aboutisse à l'objectif recherché, en s'appuyant sur ses limites spontanées : soumission à la division sociale du travail, acceptation des inégalités qu'elle provoque. Ainsi le PCF aujourd'hui s'appuie-t-il sur l'aspiration des ouvriers immigrés à l'amélioration de leur condition, pour les maintenir dans une division « améliorée » avec les

ouvriers français : c'est son projet du « statut démocratique » de l'immigration qui consolide l'inégalité en droits.

L'aristocratie ouvrière veut donc la lutte ouvrière, car elle en a besoin pour ses propres avantages, mais elle la veut réformiste, car ces avantages tiennent au maintien du système en place. Ainsi la base sociale fondamentale de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier n'est nullement extérieure à la lutte de classes : elle en est le produit. Elle résulte d'un caractère essentiel de la situation d'exploité : la concurrence « inégale » qui oppose les ouvriers entre eux pour la vente de leur force de travail. C'est ce point qu'il faut préciser en premier lieu.

---

## LUTTE DE CLASSES ET CONCURRENCE ENTRE OUVRIERS

---

Le capitalisme se différencie des modes de production antérieurs par la séparation complète entre producteurs et moyens de production, la généralisation de l'échange marchand. La force de travail du producteur devient elle-même marchandise, et n'est productive qu'exploitée : achetée par le capitaliste en échange du salaire, elle valorise alors par la production les moyens de productif qu'il possède. Cette exploitation de la force de travail perpétue le capital (en permettant l'accumulation) et le prolétariat (en permettant sa reproduction). Ainsi la classe ouvrière est à la fois perpétuation du capitalisme et négation historique de celui-ci. « *Le capital est un rapport social* » (Marx) : tant que dure l'exploitation, bourgeoisie et prolétariat n'existent pas indépendamment l'un de l'autre, mais l'une par l'autre. L'opportunisme, en limitant le devenir historique de la classe ouvrière à la perpétuation de ce rapport social, s'appuie donc, unilatéralement, sur une réalité immédiate : pour que vive l'ouvrier, il faut que vive l'exploitation. Il ne reste plus alors qu'à améliorer cette situation : c'est là tout le but de la lutte réformiste.

Marchandises, les forces de travail mettent en concurrence ceux qui les possèdent : les ouvriers, et ceux qui les achètent : les capitalistes. Tant que n'existent ni ententes, ni monopoles, cette concurrence entre capitalistes, pour valoriser leur capital, est en principe favorable aux ouvriers, car elle tend à faire monter le prix de la force de travail. Mais elle ne s'exerce qu'à l'intérieur d'une lutte de l'ensemble de la classe bourgeoise, pour faire baisser la valeur moyenne de la force de travail. Elle va donc induire des différences salariales entre ouvriers suivant les situations particulières des capitalistes qui les exploitent directement. La concurrence entre ouvriers pour la vente de leur force de travail régit, quant à elle, les rapports spontanés entre ouvriers : situation de faiblesse qui est à l'origine du mouvement ouvrier lui-même. Ce facteur fondamental de division les condamnerait, en l'absence de lutte collective, à rester entièrement soumis aux lois impitoyables du capital : baisse du salaire, hausse du profit.

C'est pour atténuer les effets de cette division que s'est constitué le mouvement ouvrier au 19<sup>ème</sup> siècle, en particulier le mouvement syndical. Les organisations ouvrières ont imposé par la lutte la négociation de contrats collectifs de travail (journée de 10h, puis de 8h, garanties de salaires, etc.). A travers ces luttes a grandi la conscience du caractère collectif de l'exploitation, donc de l'intérêt de classe, d'où cette « *union grandissante des travailleurs* » (Le Manifeste communiste). Mais, tant qu'elles n'étaient pas orientées par la conscience socialiste, elles contribuaient aussi à approfondir les divisions : elles luttaient contre les effets néfastes de la concurrence, sans lutter contre l'origine de celle-ci, l'exploitation capitaliste. Les couches ouvrières les mieux placées face au patronat exigeaient de celui-ci... l'élimination de leurs concurrents : ainsi les syndicats réformistes exigèrent-ils dans les années 1850-80, l'interdiction de l'immigration (Irlandais en Angleterre, Italiens en France). De même, leur lutte contre le travail des enfants, et des femmes durant la nuit, visait principalement à imposer un frein aux aspects les plus féroces de l'exploitation. Mais ils voulaient également par-là se prémunir explicitement contre une concurrence « sauvage », qui les affaiblissait dans la négociation du salaire et des conditions de travail. Par exemple, la réglementation de 1892 interdisant aux

femmes de travailler la nuit, avait été demandée en France par le syndicat du Livre : elle empêchait les femmes d'être typographes, un des métiers alors les mieux payés, mais elle leur permettait, par des dérogations également demandées par le même syndicat, d'être plieuses de journaux, (la nuit aussi), métier dur et très mal payé !<sup>3</sup>. On retrouve aujourd'hui les mêmes positions défendues par le PCF, vis à vis des ouvriers immigrés (bloquer et réglementer l'immigration), des ouvriers intérimaires (réglementation de l'intérim, qui divise et accroît les inégalités , pour préserver les acquis des ouvriers en fixe, et non suppression pour unifier les statuts), et des ouvriers exploités dans les pays dominés (rapatrier les capitaux et limiter les importations) : « défendre » les intérêts de certaines catégories d'ouvriers en éliminant leurs concurrents sur le marché de la force de travail.

Tant que dure l'exploitation capitaliste, la concurrence entre ouvriers est objective, leur unité dépend du point de vue idéologique et politique qui les guide. Ainsi, dans la lutte qui a marqué l'organisation du prolétariat en classe, les réformes obtenues, qu'elles bénéficient à un groupe particulier (accords de branche, d'entreprise, de métier) ou qu'elles concernent l'ensemble des ouvriers (échelle mobile des salaires, droits démocratiques, etc.) ont souvent renforcé les positions des catégories les mieux placées, à la fois dans la concurrence entre capitalistes et dans celle entre ouvriers : ainsi la lutte réformiste pour les réformes a accru les divisions. Engels notait en 1885, à propos des ouvriers anglais organisés dans les grands syndicats : « Il s'agit d'organisations de branches de production, où le travail d'hommes adultes est seul utilisable, ou du moins prédominant. Ni la concurrence des femmes et des enfants, ni celle des machines, n'ont été jusqu'ici en mesure de briser leur force organisée. Leur condition s'est remarquablement améliorée depuis 1848. Ils forment une aristocratie au sein de la classe ouvrière »<sup>4</sup>.

*« La seule puissance sociale que possèdent les ouvriers, c'est leur nombre. Mais la force en nombre est annulée par la désunion. Cette désunion des ouvriers est engendrée et perpétuée par la concurrence inévitable qu'ils se font les uns aux autres. Les syndicats sont nés des efforts spontanés d'ouvriers luttant contre les ordres despotiques du capital, pour empêcher ou du moins atténuer les effets de cette concurrence que se font les ouvriers entre eux ».*

Résolution sur les syndicats. I<sup>er</sup> Congrès de l'Internationale (1866)

---

## DIVISION CAPITALISTE DU TRAVAIL ET HIERARCHIE OUVRIERE

---

La division sociale du travail existe depuis qu'existent les classes, dont elle constitue le fondement matériel d'existence. Jusqu'au capitalisme, la division du travail, et les relations de subordination qu'elle entraîne, ont séparé les différents procès de production des marchandises (les différentes branches de l'économie). Le capitalisme va scinder le procès de travail lui-même. De contrainte extérieure au procès de production, l'exploitation devient alors un rapport interne à celui-ci. L'organisation du procès de travail va donc être transformée au fur et à mesure des exigences de l'exploitation : jusqu'à l'introduction du machinisme, du despotisme

<sup>3</sup> Ainsi sur le travail des femmes, la « lutte » contre la concurrence par l'élimination des concurrents a longtemps sévi : « Le travail des femmes est une calamité, un mal social, ... Le travail ne donne pas à la femme une morale prolétarienne, elle n'a pas le sens de la lutte de classes et, par-là, démoralise ceux qui l'entourent ». (Intervention d'un délégué de l'imprimerie (déjà !) au 4<sup>ème</sup> congrès de la C.G.T. - 1898). « Nous n'avons pas lutté contre le travail aux pièces et le système Taylor, pour l'introduire bénévolement avec la femme dans l'industrie ». (Déclaration de l'Union des métaux C.G.T. - 1916). Citations extraites de « Droit à l'emploi » par la "Coordination des groupes femmes d'entreprises".

<sup>4</sup> Engels. Article dans « Die Neue Zeit », cité dans la préface à la deuxième édition allemande de « La situation de la classe laborieuse en Angleterre ».

d'usine, où la parcellisation du travail fait éclater y compris le métier individuel, et oppose travail manuel et intellectuel sur une échelle croissante. Alors se développe massivement ce que Marx appelle la division technique du travail.

D'un côté, cette division technique croissante du travail a unifié la grande masse des forces de travail ouvrières : en brisant les rigidités des métiers (héritées de l'artisan et de la manufacture) qui limitaient mobilité et interchangeabilité, elle a unifié conditions de travail et de vie. Ainsi sont tombés autant d'obstacles qui masquaient matériellement la conscience de l'intérêt de classe. En réunissant dans une même usine, un même atelier, sous commandement d'un même capitaliste, des procès de travail autrefois indépendants et liés par des relations marchandes, elle a mis à nu le rapport fondamental qui détermine la condition ouvrière : l'exploitation. Bref, elle a accru les bases matérielles de l'unité de classe.

Mais elle n'a pas pour autant éliminé la concurrence. Au contraire, elle l'a élargie : à travers la parcellisation et la déqualification du travail, c'est une dévalorisation de la force de travail de la grande masse des ouvriers qui se réalise. La révolutionnarisation du procès de travail a créé une masse de forces de travail simple. Celles-ci sont donc de plus en plus directement en concurrence : non seulement les barrières des métiers, mais celles des branches (unification des techniques élémentaires de production), des pays (unification d'un marché mondial capitaliste), des qualifications, ont sauté. Non seulement les OS, mais aussi la grande majorité des OP et des OHQ, peuvent aujourd'hui changer rapidement de poste, de fonction, d'usine, de branche, etc. Cette parcellisation du travail productif a donc accru d'autant la « fluidité » du marché de la force de travail. Pays en concurrence, branches en concurrence, forces de travail en concurrence : la socialisation croissante des forces productives met au service du développement inégal des capitaux et des branches, un travailleur collectif de plus en plus indifférencié, quant à la contribution productive de chaque ouvrier.

Interdépendance croissante des branches, travail de plus en plus social, la division capitaliste du travail accentue sans cesse la coupure entre les travaux complexes, et la grande masse des ouvriers, à la force de travail dévalorisée et unifiée « par le bas ». Les premiers sont de plus en plus extérieurs aux ouvriers eux-mêmes, au travail directement productif. Est-ce à dire que les ouvriers sont de moins en moins qualifiés, que le travail complexe disparaît du travail ouvrier ? Le caractère complexe du travail ne se détermine pas à partir d'une échelle abstraite et éternelle de « connaissance », de « capacités intellectuelles », etc. Un travail est complexe relativement à un niveau donné d'organisation du procès de production. Avec l'approfondissement de la

*« ... Or, le développement de l'industrie n'a pas pour seul effet d'accroître le prolétariat, mais aussi de l'agglomérer en masses de plus en plus compactes. Le prolétariat sent sa force grandir. Les intérêts, les situations se nivellent de plus en plus au sein du prolétariat à mesure que le machinisme efface les différences du travail, et ramène presque partout le salaire à un niveau également bas. La concurrence accrue des bourgeois entre eux et les crises commerciales qui en découlent rendent le salaire des ouvriers de plus en plus instable. Le perfectionnement incessant et toujours plus poussé du machinisme rend leur condition de plus en plus précaire. Les heurts individuels entre les ouvriers et les bourgeois prennent de plus en plus le caractère de collisions entre deux classes. Bientôt les ouvriers s'essaient à des coalitions contre les bourgeois, ils se groupent pour défendre leur salaire. Ils vont jusqu'à fonder des associations durables pour constituer des provisions en vue des révoltes éventuelles. Ça et là, la lutte éclate sous la forme d'émeutes ».*

*« ... Parfois les ouvriers triomphent, mais leur triomphe est éphémère. Le vrai résultat de leurs luttes, ce n'est pas le succès immédiat, mais l'union grandissante des travailleurs ».*

*« ... Cette organisation des prolétaires en une classe, et par suite en un parti politique, est à tout moment détruite par la concurrence des ouvriers entre eux. Mais elle renaît sans cesse, toujours plus forte, plus solide, plus puissante ».*

division capitaliste du travail, le rapport entre le caractère complexe du travail individuel et la qualification reconnue ne cesse d'être plus formel<sup>5</sup>. La parcellisation croissante rejette « *les puissances intellectuelles de la production* » à l'extérieur de la production directe : ce sont les cadres, ingénieurs, techniciens (en partie) qui sont aujourd'hui les tenants d'une maîtrise technique autrefois largement répandue parmi les ouvriers. A ceux-ci, on ne demande que la « capacité » d'être rivés à leur machine. (Ce qui n'empêche pas l'acquisition d'un savoir technique que le patron nie, tout en s'appuyant dessus pour garantir la production). Le travail complexe qui incorpore des connaissances de fabrication, qui maintient un lien direct entre le producteur et l'objet de son travail, ne subsiste que dans les secteurs ou les postes, où la parcellisation du travail n'a pu encore briser complètement la réunion, chez un même individu, de capacités productives qu'elle a le plus souvent, ailleurs, séparées (ex. : les forges, ou beaucoup de métiers de mécanique aéronautique). Sans cesse attaquées par le développement même des forces productives sociales, ces couches vont spontanément développer des aspirations au maintien d'un prix élevé à leur force de travail, alors même que celui-ci dépend largement de la dévalorisation de celles de la masse ouvrière.

Mais alors quel rapport y a-t-il entre cette égalisation croissante des forces de travail productives, et l'existence d'une hiérarchie des salaires, des classifications, des qualifications, bref d'une très grande inégalité dans les conditions concrètes de vie et de travail ? D'abord, le contenu du caractère complexe du travail se transforme au fur et à mesure de l'évolution du procès de production. Aux conditions de travail mécanisé correspondent le taylorisme, le fordisme etc., c'est-à-dire le travail parcellisé (souvent à la chaîne) de la masse des ouvriers, et le travail complexe des professionnels de fabrication et d'entretien. Ces derniers subissent d'ailleurs aussi déqualification et dévalorisation dans les conditions capitalistes d'accroissement de la productivité du travail. Nombre d'OP aujourd'hui font un travail qui correspond à la définition initiale de l'ouvrier spécialisé. Aux conditions de travail automatisé qui se développent actuellement, correspond un « nouveau » contenu au travail complexe : s'il n'exige plus l'intervention directe de l'ouvrier qualifié sur la matière à transformer, il exige qu'il sache surveiller signaux et symboles exprimant le procès de transformation, sur des écrans de contrôle, qu'il sache intervenir dans le processus automatique, etc. Ensuite, la division capitaliste du travail incorpore au prix de la force de travail, cette multitude de fonctions distinctes (différences entre fabrication et entretien, montage et réglage, production et surveillance, etc.) qu'elle rend nécessaires et dont la qualification reconnue est fonction de critères de plus en plus subjectifs et idéologiques (confiance, docilité, attachement à l'entreprise, esprit « maison », stabilité et régularité, etc.).

Ainsi la hiérarchie ouvrière s'est maintenue en dépit de la parcellisation du travail, mais le caractère complexe des divers travaux au sein du travailleur collectif est de plus en plus dépendant, non pas de la domination sur la production matérielle, mais de la soumission aux impératifs de la production capitaliste.

On voit dès à présent sur quelles bases matérielles la bourgeoisie va pouvoir s'attacher des couches d'ouvriers : là où la division du travail et la concurrence n'ont pas encore dévalorisé la force de travail, elle lâchera avantages et garanties qui isoleront d'autant ces quelques métiers « nobles », hautement qualifiés, de la grande masse des travailleurs. Là où règnent la parcellisation du travail, le despotisme d'usine, elle va « sortir » des ouvriers du sort de la grande masse, non pas grâce à une maîtrise particulière sur la production matérielle, mais par la fonction qui leur est attribuée dans le processus de production : assurer son bon fonctionnement par le contrôle et la direction des hommes. Souvent d'ailleurs, ces deux processus fusionnent dans les

<sup>5</sup> « *La distinction entre le travail complexe et le travail simple repose souvent sur de pures illusions, ou du moins sur des différences qui ne possèdent depuis longtemps aucune réalité et ne vivent plus que par une convention traditionnelle. C'est aussi souvent une manière de parler qui prétend colorer le fait brutal que certains groupes de la classe ouvrière sont plus mal placés que d'autres pour arracher la valeur de leur force de travail. Des circonstances accidentelles jouent même ici un si grand rôle que l'on peut voir des travaux du même genre changer tour à tour de place* ». Marx. Le Capital, t. I.



mêmes postes, les mêmes individus. Car les formes concrètes de division du travail sont en permanence renouvelées. Parcellisation et déqualification sont un processus continu, et les « métiers » d'hier font souvent les « surveillants » d'aujourd'hui. Ceci explique pourquoi les aristocrates ouvriers peuvent être aussi bien des OHQ que des OP ou des OS. Tout dépend du degré atteint par l'organisation capitaliste du travail dans un procès de production particulier. Un OS peut avoir sa force de travail payée au-dessus de la valeur sociale, parce qu'il tient cet avantage relatif de la situation « responsable » où l'a placée l'organisation capitaliste du travail. Il aura tendance à s'opposer à tout ce qui remet cette dernière en cause, et à défendre un système qui l'a placé un cran au-dessus des autres, du fait de son aptitude (si minime soit-elle) à en défendre et en imposer les contraintes. Il n'est donc pas juste de définir l'aristocratie ouvrière comme le « haut » de l'échelle générale des salaires ou des qualifications. Les bases matérielles de l'opportunisme sont relatives aux modes particuliers d'extorsion de la plus-value, que déterminent à la fois la nature même de la production, et le degré atteint dans la division du travail pour réaliser cette production. D'une branche à l'autre, d'une usine à l'autre, ces données sont différentes. Ce qui est général, c'est ce processus de différenciation accrue, qui détermine divisions et inégalités. La hiérarchie des salaires et des qualifications ne rend compte que très partiellement de cette réalité.

## **Développement des monopoles et corruption**

La bourgeoisie capitaliste est elle aussi divisée. Les capitaux se livrent également une concurrence « inégale ». A l'origine de l'inégal développement des capitaux, il y a des mécanismes complexes, mais qui sont loin d'être indépendants de la lutte des classes : taux d'exploitation et coût du capital variable dépendent étroitement des capacités de résistance ouvrière, et des moyens dont peut disposer chaque capitaliste pour accentuer l'exploitation. La concurrence entre capitaux est une lutte dont l'arbitre est la productivité, le taux d'accumulation : le capitaliste fera pression sur les salaires et les conditions de travail, et tendra à accroître la productivité technique, en perfectionnant les moyens de production. Au niveau social de l'affrontement d'ensemble, classe capitaliste contre classe ouvrière, les mécanismes de la plus-value absolue et de la plus-value relative se combineront pour accroître le profit<sup>6</sup>. Mais chaque capitaliste individuel ne peut « jouer » que sur la plus-value absolue, sur l'abaissement du salaire (et non pas sur la baisse de la valeur de la force de travail qui se réalise socialement) et sur l'efficacité technique : « Après chaque nouvelle grève tant soit peu importante, surgit une

<sup>6</sup> L'accroissement de la plus-value par le mécanisme de la plus-value absolue correspond à l'augmentation du temps de travail productif total : allongement de la journée de travail, intensification du travail (cadences, chasse au temps mort, etc.), allongement de l'utilisation du capital fixe (passage en équipes successives), etc. Le mécanisme de la plus-value relative accroît, lui, la part de la plus-value dans la valeur de la production : il se manifeste principalement par la diminution relative du coût du capital variable (les salaires). La baisse du prix des forces de travail se réalise par la pression directe sur le salaire, mais surtout par la baisse de la valeur des biens qui permettent leur reproduction (dont la somme constitue la valeur sociale de la force de travail) : c'est l'augmentation de la productivité dans les secteurs produisant ces biens qui réalise leur dévalorisation. C'est donc un mécanisme social qui met en jeu l'ensemble des capitaux et des productions qui réalise la plus-value relative, et non l'initiative d'un capitaliste « individuel ».

nouvelle machine »<sup>7</sup>. Le progrès technique est, ainsi, à la fois conséquence de la lutte entre bourgeoisie et prolétariat (pour le partage salaires/profits), et influe en retour sur les conditions de cette lutte : en éliminant les travailleurs « rejetés » par la machine, en approfondissant la parcellisation du travail, en abaissant la valeur des marchandises, il dévalorise la force de travail et accroît la concurrence entre ouvriers.

Chaque fraction de capital n'est pas dans une situation identique, ni vis à vis de ses ouvriers, ni vis à vis de ses concurrents. C'est là où intervient le monopole. Rappelons simplement que le monopole se caractérise par son poids dans l'ensemble du capital social. Il est produit par la concentration et la centralisation du capital qu'entraîne l'accumulation concurrentielle. C'est ce poids relatif qui, par sa capacité à agir sur le marché, sur la production et la demande, à contrôler prix d'achats et prix de vente, lui permet d'obtenir des surprofits (taux de profit supérieur au taux moyen de profit dans la branche, qui s'applique sur une masse énorme de capital). L'impérialisme c'est le stade du capitalisme de monopole, caractérisé notamment par l'émergence de pays impérialistes qui pillent le reste du monde (pillage des richesses naturelles, exploitation des ouvriers par l'exportation de capitaux ou l'immigration dans les métropoles impérialistes, etc.) : c'est le stade de l'extension mondiale du capitalisme, des échanges marchands, de la division du travail. Face à la lutte ouvrière, le monopole présente deux particularités par rapport aux capitaux non monopolistes : plus qu'eux encore, il a les moyens d'assurer une relative paix sociale, et, plus qu'eux, il a besoin de cette paix sociale. Plus besoin, car l'énormité des masses de capitaux en jeu exige que le monopole puisse organiser les conditions de leur valorisation optimale. Les moyens, ce sont ses surprofits, mais ceux-ci sont fonction du maintien de sa domination sur le marché, de son avance de productivité.

---

## MONOPOLES ET LUTTES DE CLASSES

---

La bourgeoisie anglaise a donné la première l'exemple d'une corruption à grande échelle. Quand Marx et Engels ont analysé l'aristocratie ouvrière, c'est en Angleterre qu'elle était la plus développée. Pourquoi ? Dès le milieu du 19<sup>ème</sup> siècle, la bourgeoisie industrielle y était la plus avancée du monde capitaliste. Le capitalisme anglais était le centre industriel d'un marché mondial déjà développé, disposait d'un vaste empire colonial, et l'accumulation avait déjà conduit à la domination des monopoles dans les principales branches. En face, une classe ouvrière combative car numériquement importante, concentrée, et dont une partie était organisée en syndicat de métiers (les trade-unions). Combative, mais largement dominée par le réformisme bourgeois (mouvement chartiste) et dépourvue d'idéologie socialiste.

Les monopoles, pour garantir les conditions optimales d'une production à grande échelle, mettant en jeu des masses énormes de capitaux et d'ouvriers, ont accepté d'octroyer réformes et garanties au mouvement ouvrier. C'était une condition nécessaire au renforcement de leur hégémonie, à la planification et à l'organisation de la production, que de limiter les conséquences de la lutte ouvrière : « *Plus une entreprise industrielle est grande, plus ses ouvriers sont nombreux, et plus le dommage et la gêne pour la marche de l'affaire sont importants à chaque conflit éclatant entre patrons et ouvriers* »<sup>8</sup>. Mettre le mouvement ouvrier au service de l'édification du capitalisme anglais était ainsi la condition pour la domination de celui-ci sur toute la société, dans l'union nationale pour la plus grande prospérité : « *Les industriels avaient*

<sup>7</sup> Marx. Misère de la Philosophie. Dans le "Capital" il montre aussi le lien direct entre développement du machinisme et niveau des salaires (et non pas des exigences de la production) : « Dans les calculs économiques du capitaliste, ce qui compte lorsqu'il s'agit de décider de l'achat d'une nouvelle machine, ce n'est pas le rapport entre la quantité de travail qu'exige la reproduction de cette machine et la quantité de travail qu'elle remplace, mais le rapport entre la première quantité et la quantité de travail payé que la machine remplace ». Tome II. p. 76, E.S.

<sup>8</sup> Engels. Préface de « La situation des classes laborieuses en Angleterre » Edition de 1892.

*compris... que la bourgeoisie ne parviendrait jamais à dominer politiquement et socialement la nation autrement qu'avec l'aide de la classe ouvrière* »<sup>9</sup>. Parce qu'ils bénéficiaient d'une avance considérable de productivité, parce qu'ils pouvaient imposer des prix (à l'achat des matières premières comme à la vente des produits finis) leur garantissant la réalisation de surprofits, bref parce qu'ils pouvaient modifier un temps, les lois de la concurrence en leur faveur, les monopoles pouvaient s'accommoder de lois sociales, limitant la journée de travail et garantissant un certain salaire nominal ; ils pouvaient de même reconnaître les syndicats comme interlocuteurs, pourvu qu'ils soient réformistes<sup>10</sup> et octroyer des droits politiques aux ouvriers, pourvu qu'ils respectent la démocratie bourgeoise. D'autant que ces réformes, qui garantissaient aux monopoles production et profits à grande échelle et à long terme (leur permettant notamment d'investir sans trop de risques), étaient insupportables pour les petits capitalistes, et constituaient ainsi « *un moyen d'accélérer la concentration du capital entre les mains de quelques-uns et d'écraser les concurrents plus modestes qui ne sauraient vivre sans les gains extraordinaires dont nous parlions* (la spéculation, le vol et la surexploitation sauvage des ouvriers, ndlr) »<sup>11</sup> Il y a effectivement un lien entre la lutte de classes et la concentration monopoliste : elle accroît l'élimination ou la subordination des capitalistes les plus faibles qui sont rejetés au fur et à mesure de l'évolution des conditions techniques et sociales de la production. On trouve aujourd'hui des phénomènes identiques, par exemple dans la généralisation de la sous-traitance ou du travail en régie, ou dans l'attitude des diverses fractions du patronat par rapport aux réformes arrachées : qu'on se souvienne des réactions violentes d'une partie des patrons à la loi sur les 40 h, ou les accords de mensualisation, parfaitement « digérés » par les groupes monopolistes.

---

## CORRUPTION MONOPOLISTE ET AGGRAVATION DE L'EXPLOITATION

---

Cette capacité des monopoles à acheter la paix sociale n'a pas profité également à toute la classe ouvrière. Car cette politique est toujours menée en même temps qu'une pression générale sur les salaires et conditions de travail. Pour la grande masse des ouvriers anglais par exemple, les améliorations ne furent que de courte durée, à cause de « *l'afflux de la grande foule de la réserve des travailleurs sans emploi, des nouvelles machines, rejetant continuellement des travailleurs hors du circuit* »<sup>12</sup>. Il ne s'agit pas là de deux phénomènes indépendants. La corruption monopoliste est inséparable (dans ses buts comme dans ses moyens) de l'aggravation des conditions de vie et de travail de la grande masse des ouvriers : « *La loi qui réduit la valeur de la force de travail aux substances indispensables pour vivre (à un niveau donné de développement social ndlr) et celle qui, en règle générale abaisse le prix moyen de la force de travail à la quantité minimum de ces subsistances, ces deux lois agissent sur la classe ouvrière avec la force irrésistible d'une machine automatique qui l'écrase entre ses rouages* »<sup>13</sup>. Le monopole accentue l'exploitation ouvrière, opprime les peuples, et ainsi bénéficie des surprofits nécessaires à la corruption. Et grâce à la corruption des éléments clés de la classe ouvrière, il peut accentuer l'exploitation en contenant, en neutralisant, la révolte qu'elle engendre. Ceci est important pour saisir qu'il ne peut y avoir, de façon durable, corruption de l'ensemble des ouvriers : il n'y a des pays impérialistes que parce qu'il y a des pays dominés, des aristocrates ouvriers dans un pays impérialiste que parce que la masse des ouvriers y est toujours plus exploitée par les monopoles.

<sup>9</sup> Engels. Préface de « La situation des classes laborieuses en Angleterre ». Edition de 1892.

<sup>10</sup> « Les Trade-Unions, réputés récemment comme ouvrage diabolique, furent désormais cajolées et protégées par les industriels comme institutions hautement légitimes et moyen utile de propager parmi les travailleurs de sains enseignements économiques » Engels id.

<sup>11</sup> Id.

<sup>12</sup> Id.

<sup>13</sup> Id.

Au sein même d'un monopole, certaines entreprises ne fourmillent d'aristocrates que parce que d'autres du même trust, ou dominées par lui (sous-traitants par exemple), exploitent les ouvriers au maximum. Nous précisons tout cela dans les chapitres suivants.

Retenons simplement que ces « miettes » lâchées par les monopoles sont réparties dans la classe ouvrière à travers cette concurrence « inégale » que produisent division sociale et technique du travail. D'où la formation de couches d'aristocrates ouvriers, parmi ceux qui se trouvent, à un moment donné, en situation de force face au capital notamment parce qu'ils sont protégés de la concurrence des autres ouvriers : soit par la position stratégique de leur branche de production (division sociale), soit par la position clé qu'ils occupent à l'intérieur d'un procès d'organisation de la production (division technique). Situation qui les rend particulièrement « névralgiques » du point de vue du monopole, et le pousse à lâcher des avantages pour tenter de s'y assurer la paix sociale. Ce sont ces couches qui bénéficient effectivement des réformes générales obtenues et qui reçoivent des avantages particuliers : ceux pour qui une réduction de la durée du travail n'est pas immédiatement annulée par une dévalorisation massive de la force de travail, ceux qui sont protégés face à la concurrence des autres ouvriers, ceux pour qui une augmentation du salaire n'est pas immédiatement compensée par une intensification du travail, etc. Le mécanisme de la corruption impérialiste ne peut donc être réduit à un choix purement machiavélique des monopoles, qui détermineraient subjectivement qui acheter, en « saupoudrant » les miettes à bon escient ! Il est principalement un phénomène objectif qui mène à la corruption des couches supérieures de la classe ouvrière, telles qu'elles sont produites à un stade donné d'organisation de la production capitaliste.

Dans le cas de l'Angleterre analysé par Engels, la politique monopoliste s'est ainsi traduite par des améliorations importantes et durables pour les ouvriers des grands syndicats protégés de la concurrence et de la division du travail. Sur cette base matérielle s'est développée une corruption idéologique et politique qui en a fait les meilleurs défenseurs du système capitaliste : « *Ce ne sont pas seulement les employeurs qui sont contents d'eux, mais eux-mêmes qui sont également très contents de leurs... employeurs... en fait, ils sont très gentils et nullement intraitables pour un capitaliste en particulier, et pour la classe capitaliste en général.* » Ainsi s'est approfondie la coupure entre ces couches et l'ensemble des exploités : « *En ce qui concerne la grande masse des travailleurs, leur degré de misère et d'insécurité est tout aussi bas aujourd'hui, sinon pire que jamais* »<sup>14</sup>.

« *Comme il est montré dans ce livre, le capitalisme a assuré une situation privilégiée à une poignée (moins d'un dixième de la population du globe, ou, en comptant de la façon la plus « large » et la plus exagérée, moins d'un cinquième) d'Etats particulièrement riches et puissants qui pillent le monde entier par une simple « tonte du coupons ». L'exportation des capitaux procure un revenu annuel de 8 à 10 MM de francs d'après les prix et les statistiques bourgeoises d'avant-guerre. Aujourd'hui beaucoup plus évidemment.*

*"On conçoit que ce gigantesque surprofit (car il est obtenu en sus du profit que les capitalistes extorquent aux ouvriers de « leur » pays) permette de corrompre les chefs ouvriers et la couche, supérieure de l'aristocratie ouvrière. Et les capitalistes des pays « avancés » la corrompent effectivement : ils la corrompent par mille moyens, directs et indirects, ouverts et camouflés.*

*"Cette couche d'ouvriers embourgeoisés ou de « l'aristocratie ouvrière », entièrement petit-bourgeois par leur mode de vie, par leurs salaires, par toute leur conception du monde est le principal soutien social (pas militaire) de la bourgeoisie. Car ce sont de véritables agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, des commis ouvriers de la classe des capitalistes, de véritables propagateurs du réformisme et du chauvinisme. Dans la guerre civile entre prolétariat*

<sup>14</sup> Engels. Article dans « Die Neue Zeit », cité dans la préface à la deuxième édition allemande de « La situation de la classe laborieuse en Angleterre ».

*et bourgeoisie un nombre appréciable d'entre eux se range inévitablement aux côtés de la bourgeoisie, aux côtés des « Versaillais » contre les « communards ».*

Lénine. Préface (1920) de « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme »

---

## LES COUCHES ARISTOCRATES DEPENDENT DE L'EVOLUTION RELATIVE DE CHAQUE MONOPOLE

---

Les bases matérielles de la corruption sont dépendantes des surprofits des monopoles. On sait que ces derniers, s'ils peuvent un temps modifier les lois de la concurrence en leur faveur, ne suppriment nullement celle-ci. Tôt ou tard, le monopole dans une branche donnée sera rattrapé et dépassé par d'autres. Les surprofits seront annulés, les capitaux se déplaceront vers d'autres branches plus juteuses, ou alors ne resteront valorisés qu'au prix d'une élévation générale de la productivité, par l'aggravation de l'exploitation, l'approfondissement de la division du travail, le perfectionnement des moyens de production. Les avantages matériels de l'aristocratie ouvrière vont être inexorablement rognés, et ces couches, soit disparaîtront en tant que telles, soit rejoindront le sort commun aux exploités.

Elles mènent alors des combats d' « arrière-garde » pour garder leurs privilèges, alors même que le capital ne peut plus les maintenir (voir la lutte des ouvriers de la presse parisienne) et que leurs protections contre la concurrence des autres ouvriers ont disparu, du fait même de l'évolution du procès de travail (voir les typographes confrontés aujourd'hui à la varitypie, photocomposition, etc.). Les bases matérielles de la corruption ont disparu, mais subsistent longtemps après l'idéologie réactionnaire et corporatiste qu'elles avaient engendrée. Alors qu'au même moment, dans une autre entreprise, une autre branche, la concentration monopoliste amènera la corruption de nouvelles couches, sous de nouvelles formes. (Nous développerons cela dans le deuxième chapitre).

De la même façon les avantages réels dont jouissent les aristocrates ouvriers sont relatifs à la situation de force de l'impérialisme. En période de crise et de restructuration, ce sont les conditions moyennes d'existence de toute la classe ouvrière qui sont particulièrement attaquées par le capital. Aujourd'hui la bourgeoisie n'accorde pas forcément d'avantages nouveaux aux aristocrates, elle peut même les diminuer dans l'absolu. Mais les couches supérieures restent quand même privilégiées relativement aux conditions moyennes de reproduction de la force de travail qui ont empiré. Ainsi d'un pays impérialiste tout entier : le déclin de l'hégémonie britannique vers la fin du 19<sup>ème</sup> siècle face aux impérialismes montants, américains, allemands, français, etc., a entraîné le déclin de l'hégémonie du social-chauvinisme, du réformisme bourgeois dans le mouvement ouvrier anglais : « *Avec l'effondrement de ce monopole (industriel ndlr), la classe ouvrière anglaise perdra sa position privilégiée. Elle se verra alignée un jour - y compris la minorité dirigeante et privilégiée - au niveau des ouvriers de l'étranger. Et c'est la raison pour laquelle le socialisme reparaitra en Angleterre.* »<sup>15</sup>.

<sup>15</sup> Engels. Préface de. « La situation des classes laborieuses en Angleterre » Edition de 1892.

# L'opportunisme dans le mouvement ouvrier en France

L'impérialisme, les monopoles ne se développent pas partout à un rythme et dans des formes identiques. L'opportunisme également présente des particularités historiques, dues à l'histoire de la lutte des classes. Entre l'impérialisme français et son concurrent anglais par exemple, on trouve des caractéristiques différentes qui ont marqué les mouvements ouvriers respectifs.

L'impérialisme français a été plus « tardif » que son homologue britannique, et encore aujourd'hui, présente des caractéristiques différentes : degré moindre de monopolisation, permanence plus forte de capitalistes individuels, etc. Bornons-nous à rappeler que l'histoire de la domination bourgeoise y est différente. En Angleterre, la révolution bourgeoise s'est accomplie relativement « pacifiquement » au 17<sup>ème</sup> siècle, contre une monarchie affaiblie par les querelles dynastiques. Il y a eu une « fusion » aisée entre bourgeois et féodaux, ces derniers se transformant en industriels. L'émergence d'une bourgeoisie industrielle puissante et concentrée a été également facilitée par un abondant exode rural, provoqué par les réformes du mode de faire-valoir, et par les « lois sanguinaires » d'Elisabeth II qui avaient vidé les campagnes au profit de la ville<sup>16</sup>. Ainsi a pu se réaliser une accumulation primitive qui est à l'origine de l'avance du capitalisme anglais dès le 19<sup>ème</sup> siècle. La victoire sur les propriétaires fonciers fut parachevée avant 1850 : en faisant tomber les barrières douanières sur les céréales, le capitalisme a pu abaisser plus encore le coût de reproduction de la force de travail et accroître exploitation et profits. La révolution bourgeoise en France a été au contraire violente, contre une royauté absolue. Depuis que Louis XIV avait maté la noblesse féodale, l'Etat monarchique régnait en maître et l'accumulation primitive avait été freinée par le maintien du pouvoir féodal sur la terre (seule accumulation que réalisait la noblesse). La révolution de 1789, à travers la vente des biens féodaux et religieux, à travers le droit d'héritage, a fixé une petite production marchande. Les résultats ont été l'absence d'exode rural (pratiquement jusqu'en 1945), le prix élevé des denrées agricoles dans la reproduction des forces de travail. D'où l'importance idéologique et politique de la paysannerie qui a constitué un obstacle à l'accumulation capitaliste. Le capitalisme français est resté longtemps plus bancaire et commercial qu'industriel.

---

## LE POIDS DE LA DEMOCRATIE BOURGEOISE

---

Ce poids idéologique et politique de la petite production s'est trouvé conforté par le caractère radical de la révolution bourgeoise de 1789, et surtout de 1793. Elle avait mis en mouvement les masses d'artisans, d'ouvriers, de petits paysans, qui furent lésées dans leurs aspirations démocratiques et dans leurs revendications, par la stabilisation ultérieure du pouvoir bourgeois, à travers le bonapartisme et la Restauration. La lutte pour les idéaux de 1789, pour la démocratie bourgeoise radicale, a été l'objectif du mouvement ouvrier naissant qui, à travers artisanat et paysannerie, a gardé longtemps un pied dans la petite production marchande. La

<sup>16</sup> Les « lois-sanguinaires » furent votées à l'instigation d'Elisabeth II pour vider les campagnes des paysans expropriés devenus vagabonds. Par des mesures répressives féroces, elles les obligeaient à travailler à la ville ou dans les grandes fermes. On voit par là que l'accumulation primitive qui déclencha l'essor du capitalisme se réalisa au prix d'une violence extrême : violence économique qui, à travers le système des « enclosures » a chassé les paysans de leurs terres au profit des féodaux - capitalistes ; et violence politique qui, par ces lois, les a obligés à devenir des esclaves salariés, sous peine de prison et de mort. Dès son origine, le capital a bâti sa prospérité sur la violence sans limites.

classe ouvrière s'est battue héroïquement en 1830, en 1848-51, mais pour la République bourgeoise même baptisée « sociale ». Ainsi les insurgés ouvriers de février 1848 réclamaient-ils un ministère du Travail dans une république de banquiers et d'industriels. Le coup d'état du futur Napoléon III a prolongé en réaction cette lutte pour la démocratie bourgeoise, alors même qu'il a ouvert une période décisive pour l'accumulation capitaliste.

La démocratie radicale a ainsi été le drapeau des courants opportunistes qui se sont opposés à la pénétration du socialisme dans le mouvement ouvrier. Elle était le programme politique des couches ouvrières restées idéologiquement proches des petits producteurs dont elles étaient issues. Le socialisme lui-même, à travers le proudhonisme notamment et plus tard l'anarcho-syndicalisme, est resté marqué par l'opposition réactionnaire à la concentration monopoliste. Derrière l'anarchie, l'autogestion, c'était la défense des petits producteurs laminés par l'accumulation qui prétendait être le but du combat ouvrier. Il a fallu la défaite pratique du proudhonisme et du blanquisme pendant la Commune, pour que le socialisme scientifique pénètre la classe ouvrière. Mais le démocratisme bourgeois, qui caractérise l'opportunisme, n'a jamais cessé de s'appuyer sur 1789 et le 19<sup>ème</sup> siècle (y compris le patriotisme des Communards), pour justifier ses trahisons : qu'on se souvienne de Thorez appelant les ouvriers à se « réapproprier » la Marseillaise et le drapeau tricolore, à recommencer Valmy, ou de Marchais aujourd'hui se réclamant de l'héritage de 1789.

Malgré ces retards et ces particularités, l'impérialisme français s'est développé, à la faveur des conquêtes coloniales, et de l'essor du capitalisme industriel sous le Second Empire et pendant la IIIème république. Le mouvement ouvrier, reconstitué après la saignée de la Commune, s'est trouvé confronté au monopolisme. Les formes « modernes » de l'opportunisme sont apparues, au travers du social-chauvinisme, à l'occasion des guerres coloniales et des contradictions inter impérialistes qui s'aiguisaient, et au travers de l'organisation capitaliste de la grande industrie, qui a fait sauter corporations, métiers et vieux privilèges hérités de l'artisan. Dès les années 1900 se met en place en France le mode d'accumulation intensive qui a façonné le travail ouvrier moderne. La révolutionnarisation du procès de travail s'effectue au travers du développement de la production de masse, du taylorisme, du fordisme, de l'organisation « scientifique » du travail. Le coup de fouet donné à la socialisation des forces productives et de la production se réalise par une parcellisation accrue, par l'accentuation de la division internationale du travail, l'extension de la production capitaliste à toutes les sphères de l'activité sociale. Le capitalisme monopoliste d'état façonne toute la société qui détermine l'impérialisme français d'aujourd'hui. L'idéologie opportuniste est restée au fond le culte de la démocratie bourgeoise, la soumission à la logique du profit ; mais les bases et les formes de la corruption qui l'engendrent ont évolué comme a évolué la domination monopoliste.

---

## L'ARISTOCRATIE OUVRIERE

---

Répetons-le, ce n'est pas à partir de zéro que la bourgeoisie décide, à un moment donné, de « saupoudrer » à bon escient les miettes tirées des surprofits. Ce sont les divisions objectives au sein de la classe ouvrière qui lui permettent d'en corrompre les éléments clés du point de vue de son intérêt : limiter la lutte, étouffer toute revendication excessive, tous germes révolutionnaires. Et ainsi pouvoir compter à la fois sur l'arme de la répression ouverte (qu'elle n'abandonne jamais) et sur celle de la collaboration de classe, pour maintenir et renforcer sa domination et sa place dans les rivalités inter impérialistes.

Dans sa résistance au capital, la classe ouvrière affronte à la fois chaque capitaliste, chaque patron et la classe toute entière, (notamment sous la forme de son Etat). Dans un cas comme dans l'autre, toutes les couches, tous les secteurs ne sont pas dans le même rapport de forces. Ceci explique pourquoi ce sont souvent les secteurs qui ont été historiquement les plus

combattifs, qui sont ceux où, aujourd'hui, le poids de l'aristocratie ouvrière est parmi les plus élevés : ils étaient les plus combattifs parce que les plus organisés, et les plus organisés parce que les mieux placés face au capitalisme. Ils ont ainsi pu arracher plus au patronat. Pour peu que la conscience révolutionnaire ait fait défaut, ou ait été vaincue, ils se sont accommodés de ces avantages qui ont nourri corporatisme, réformisme, extinction de l'esprit de classe. Là n'est pas le seul processus de corruption au niveau d'une branche ; il existe aussi des cas nombreux, où c'est le danger « potentiel » de la lutte ouvrière qui conduit la bourgeoisie à octroyer « par avance » des avantages particuliers, compte tenu des enjeux. Ainsi, nous le verrons, des branches comme les produits pétroliers, ou la cimenterie, dans lesquelles le capital fixe est considérable au regard du nombre d'ouvriers, et où le processus de production « en continu » rend tout risque de grève extrêmement coûteux. Mais il serait erroné d'en déduire que le degré d'organisation syndicale ou l'ancienneté de celle-ci, sont en eux-mêmes un facteur de corruption idéologique et politique. Bien évidemment, c'est l'orientation politique dirigeante qui fait de l'organisation ouvrière une arme pour la lutte prolétarienne ou un moyen de son intégration à l'ordre capitaliste. Les droits et pouvoirs particuliers de certains syndicats sont, dans une large mesure, le résultat (et non la cause) de la corruption de leurs dirigeants, et un moyen de renforcer et d'élargir celle-ci. Par exemple, les pouvoirs des syndicats C.G.T. des dockers ou du livre, quant à l'embauche des ouvriers constituent la dénaturation opportuniste de la lutte contre le pouvoir absolu des patrons. Ils sont le produit de la lutte réformiste, et un moyen pour la bourgeoisie de s'attacher plus encore les éléments corrompus, en les mouillant directement dans la gestion patronale. Enfin il est rarissime aujourd'hui qu'une branche entière soit corrompue : il est faux de parler de branche aristocrate. Les monopoles ne s'accrochent pas de secteurs privilégiés. Matériellement, par le développement technique lui-même, et politiquement, en tournant les avantages acquis, ils n'ont de cesse de réduire sans cesse privilèges et bénéficiaires de ceux-ci. Pour reprendre l'exemple de la cimenterie déjà évoqué, aux quelques surveillants opérateurs bénéficiant d'accords privilégiés, correspondent des centaines d'ouvriers intérimaires, appartenant à des entreprises de sous-traitance, qui comptent parmi les catégories les moins favorisées.

Au total, on peut avancer qu'il existe des branches très monopolistes qui, parce qu'elles ont été ou parce qu'elles sont aujourd'hui, particulièrement importantes pour la bonne marche d'ensemble du capitalisme, ou pour sa survie d'ensemble (armement), constituent une base particulièrement favorable à la constitution d'une aristocratie ouvrière importante. On peut généralement les repérer par la combinaison de quatre indices : salaires au-dessus du niveau moyen à qualifications garanties relatives d'emploi, avantages sociaux, droits et reconnaissance des organisations syndicales. Mais tous les ouvriers de ces branches sont loin d'être des aristocrates ouvriers, et à l'inverse, chaque usine, chaque entreprise, quelle que soit sa branche, qui participe d'un monopole contient les bases matérielles d'une aristocratie ouvrière. Le chapitre 2 développera plus longuement ces points.

Ce qui unit toutes ces situations, c'est qu'elles sont la contrepartie d'une position névralgique pour le capitalisme monopoliste d'état, que ce soit au niveau de l'impérialisme français dans son ensemble, ou d'un processus de production particulier. Névralgique à la fois sur les plans technique et économique, et sur le plan idéologique et politique : l'impérialisme corrompt ceux dont il a absolument besoin, soit pour leurs capacités productives propres, soit parce qu'ils garantissent la production des autres ouvriers. Tous ont en commun de bénéficier de conditions matérielles de vie et de travail supérieures au niveau moyen « normal ». Elles ne se traduisent pas nécessairement par un salaire plus élevé ou des primes diverses, mais peuvent aussi être une sécurité de l'emploi, des possibilités de promotion individuelle, des conditions de travail moins dures, une discipline moins rigide, des facilités matérielles indirectes (prêts, retraites, etc.) En l'absence d'une lutte idéologique et politique révolutionnaire, ces conditions objectives amènent ces éléments à se détacher des intérêts de toute la classe. Ils font du maintien de leurs privilèges le but de leur activité, et tentent sans cesse d'orienter le combat de classe vers la défense de ces privilèges. A travers le chauvinisme, le corporatisme, le culte de la hiérarchie et de l'organisation capitalistes du travail, se manifeste leur attachement profond au système capitaliste. C'est d'eux que naît le réformisme, comme ligne politique constituée exprimant leurs aspirations à améliorer



leur situation dans la division sociale du travail. L'opportunisme s'est développé, et consolidé, au sein du P.C.F. au fur et à mesure qu'il était envahi par des éléments ainsi adaptés à la réalité du capital. Ceux-ci mènent la lutte, et veulent diriger la lutte de classes, mais celle-ci, sous leur direction, ne peut mener qu'à la collaboration de classes, quelles que soient les formes apparentes d'un combat contre le pouvoir. Politiquement et idéologiquement l'aristocratie ouvrière fusionne avec l'impérialisme dont elle est le produit. Ses oppositions au capital sont alors, soit des combats réactionnaires quand l'accumulation lamine ses privilèges, soit la revendication d'un meilleur partage du gâteau. Mais en aucun cas sa disparition.

---

## LA BUREAUCRATIE OUVRIERE

---

La manière dont l'impérialisme peut s'attacher les représentants ouvriers est au fond identique à la corruption des aristocrates ouvriers : élevés au-dessus de la condition générale des exploités, grâce à des réformes, des compromis passés entre classes antagoniques, les représentants ouvriers tendent à s'accommoder de cette situation et à maintenir la lutte ouvrière dans un cadre pacifique et légal, car c'est de celui-ci qu'ils tirent leur situation. Echappant totalement ou partiellement au travail exploité, libérés de la confrontation directe avec le despotisme d'usine, l'arbitraire patronal, ils peuvent craindre par-dessus tout que l'aiguïssement des contradictions remette en question ces avantages. A cette base commune de corruption idéologique et politique s'ajoutent des phénomènes propres à leur situation : elle tend objectivement à les éloigner de la classe ouvrière, en les rapprochant d'autant de la bourgeoisie qu'ils fréquentent quotidiennement. Ils s'imprègnent alors du goût du pouvoir, des mœurs et habitudes de leurs partenaires bourgeois. Il n'est cependant pas question d'analyser la bureaucratie ouvrière, comme un « phénomène bureaucratique » inéluctable, à l'instar des sociologues bourgeois, ni d'y voir comme les trotskystes la base quasi unique du réformisme.

Le droit de s'organiser est une conquête de la lutte des classes. Comme le sont celui d'avoir une presse, des députés et autres élus. La reconnaissance par la bourgeoisie des organisations ouvrières est la sanction d'un rapport de forces. Mais cette légalisation vaut ce que valent les droits démocratiques bourgeois : d'une part la bourgeoisie tente sans cesse de les vider de leur contenu démocratique (en tant qu'il profite à d'autres qu'elle), d'autre part ils constituent objectivement un compromis, la reconnaissance de facto de l'Etat bourgeois et de la légalité bourgeoise. En d'autres termes, les organisations ouvrières, paritaires ou non, sont partie intégrante des superstructures de la société capitaliste ; elles ne lui sont nullement extérieures, elles - elles n'en sont pas par nature « protégées ». Elles reflètent, une fois encore, le caractère contradictoire des rapports entre bourgeoisie et prolétariat. Autant dire que comme toute réforme, elles peuvent se transformer en arme pour intégrer le combat de classe à l'ordre capitaliste. Et la bourgeoisie ne se prive pas de tout faire pour transformer cette éventualité objective en une réalité.

De ce point de vue, on doit distinguer les organisations qui appartiennent « en propre » au prolétariat (parti - syndicat essentiellement) et les structures directement rattachées à l'appareil d'Etat (municipalités, caisses de retraite, mutuelles, assurances sociales, prud'hommes, etc.). Dans ces dernières, la corruption idéologique et matérielle y est encore plus facile car elles ont pour fonction d'associer ouvriers et bourgeois à la gestion de la société capitaliste. En l'absence d'une vigilance révolutionnaire, les représentants ouvriers y glissent facilement, soit dans le partage direct du fromage, soit au mieux dans une lutte démocrate bourgeoise pour une meilleure répartition, ou pour une plus grande liberté face à l'Etat centralisateur et technocratique. Dans tous les cas l'optique de classe est abandonnée et le combat ouvrier confiné dans la revendication de plus de justice et de libertés. Il est ainsi certain que les déviations démocratiques du P.C.F. ont trouvé là une base solide, au fur et à mesure qu'il devenait parti de gestion.

Ceci n'implique pas que les communistes doivent refuser d'avoir des députés, des maires ou des élus au CE. Ce serait refuser une réforme, à cause des risques de réformisme. Ceci implique que toute l'activité légale, gestionnaire, doit être subordonnée aux buts révolutionnaires et qu'une vigilance, un contrôle particulier, sont nécessaires vis à vis des communistes « détachés » dans les antichambres du pouvoir bourgeois.

Nourrissant les tendances à l'opportunisme et en retour, renforcée par son développement, la bureaucratisation a gangrené tout le mouvement ouvrier réformiste. Non pas que tous les délégués du mouvement ouvrier aient été les porteurs d'une ligne constituée de trahison. Mais faute d'une lutte suffisamment ferme, le P.C.F. n'a pas su résister, et combattre les tendances légalistes, pacifistes qui se développent inévitablement dans des couches détachées de la production, sans cesse sollicitées et circonvenues par la bourgeoisie. Ainsi, en retour, ces représentants ouvriers ont renforcé les tendances opportunistes dans le parti qui ont abouti à la trahison complète de la cause révolutionnaire. Trahison qui a décuplé la bureaucratisation de tous les organes du mouvement ouvrier, et renforcé le poids du réformisme.

Libérés des contraintes du travail d'exploité, échappant à l'affrontement direct avec la dictature du capital, au profit des négociations, compromis, arbitrages, les bureaucrates prônent la « lutte » pacifique, défendent les contraintes du profit qu'ils acceptent, reconnaissent les « lois » d'une bonne gestion, les « sacrifices nécessaires », etc. En plus des élus, fourmillent des milliers de salariés des municipalités, entreprises de presse, CE, et de toutes les entreprises rattachées à l'appareil réformiste, qui défendent cette légalité qui les fait vivre. Ces couches sont le plus sur soutien au révisionnisme. En leur accordant une place légale, en leur distribuant des miettes (subventions aux CE, aux syndicats, paiement des congés syndicaux, publicité dans la presse ouvrière, etc.), en les associant à la gestion des œuvres sociales (Sécurité Sociale, ASSEDICS, caisses de retraites, Fond d'Aide Sociale, etc.), la bourgeoisie entretient un appareil d'encadrement idéologique, politique et organisationnel de la classe ouvrière, régulateur essentiel de la lutte de classes. Ainsi se sont notamment renforcés les rapports de clientélisme entre les ouvriers et les organisations réformistes, la délégation d'action et de pouvoir de la masse ouvrière à ses représentants, qui tendent à étouffer l'esprit de la lutte (« Votez pour nous, nous agirons ») et à séparer les ouvriers, spectateurs passifs, d'un appareil bureaucratique qui règle leurs « problèmes » à sa façon. C'est de ce point de vue qu'il nous faudra, ultérieurement analyser ce qu'on appelle « désyndicalisation », qui n'est en fait que le produit du réformisme : la transformation des organisations syndicales, d'organes de lutte collective de classe, en mandataires désignés de la négociation.

---

## LA PETITE BOURGEOISIE SALARIÉE

---

La petite bourgeoisie ancienne (petits producteurs et petits commerçants) perd de son importance économique et politique au fur et à mesure de l'extension du capitalisme dans toutes les sphères de la production et de la distribution. Par contre, l'extension du capitalisme a fortement développé la petite bourgeoisie salariée :

- Le développement du capitalisme monopoliste d'état a accru le rôle de l'Etat comme gestionnaire de la force de travail, de sa reproduction, comme intervenant directement dans la régulation monopoliste, comme « gestionnaire » aussi de la lutte de classes.
- Il a aussi largement développé, en se les subordonnant, les secteurs qui assurent la circulation et la rotation du capital (banques, épargne, etc.) et la réalisation rapide de la plus-value (commerce, services commerciaux des entreprises industrielles, etc.).
- La socialisation croissante des forces productives, par l'accentuation de la division sociale du travail, a développé les couches de techniciens, d'employés, d'ingénieurs qui

remplissent (dans un procès de travail lui-même parcellisé) les fonctions de gestion, d'organisation, de contrôle, de direction technique etc., qu'elle a multipliées en même temps qu'elle les séparait de la production directe.

Evidemment il n'est pas question de mettre toutes ces couches dans le même sac. De la caissière d'« Euromarché » à l'ingénieur de chez Thomson, il y a plus que des nuances ! C'est une tâche d'élaboration du programme communiste que de mener l'analyse du mouvement des couches et classes non prolétariennes<sup>17</sup>. Leur point commun est d'être salariées et de ne pas posséder de capital productif. Ce qui suffit au PCF pour les classer tous dans le camp des exploités !

Au contraire, la première différenciation à opérer est par rapport au procès d'exploitation lui-même : si tous sont payés par prélèvement d'une partie de la plus-value sociale extorquée aux producteurs directs, tous ne sont pas dans le même rapport vis à vis du capitaliste qui les emploie directement, ni vis à vis de la classe ouvrière<sup>18</sup>. Le prix de la force de travail d'un ingénieur incorpore directement sa capacité à extorquer un maximum de plus-value aux ouvriers (y compris à travers le masque de la compétence, et la direction technique), quand bien même il n'occupera aucune fonction d'encadrement de ceux-ci.. Ce qui n'est pas le cas d'une perfo-vérif employée dans la même usine, ou à la Sécurité Sociale. Toutes ces différences fondamentales se traduisent dans les conditions concrètes de vie (salaires, accès à l'éducation, à la culture, etc.) et de travail (parcellisation, intensité, surveillance, promotion, etc.) qui montrent que les uns sont très proches du prolétariat, les autres de la bourgeoisie.

Ainsi, l'analyse des classes différenciera-t-elle ces couches du point de vue de leur devenir historique, de leur situation par rapport au socialisme. Elles sont certes le produit du développement de l'impérialisme, mais en cela elles ne se différencient pas du prolétariat. Ce qui les différencie et les oppose à des degrés divers à ce dernier, c'est que leur avenir en tant que couche est lié au maintien de l'impérialisme. La dictature du prolétariat en transformant l'Etat, en luttant contre la division sociale du travail, en éliminant progressivement toutes les conséquences de la production marchande et de l'accumulation capitaliste, éliminera les bases même de l'existence d'une bonne partie d'entre elles.

A l'inverse, en tant que développement parasite de l'accumulation, ces couches sont directement intéressées à la prospérité de « leur » impérialisme face à ses concurrents. Ce qui en fait une base matérielle de l'opportunisme, c'est que, tout en « entourant » de toutes parts le prolétariat (dont elles partagent souvent la vie : même cité, même famille, même couple, et aussi le même lieu travail : les employés et I.T.C. dans les usines), leurs aspirations fondamentales sont d'obtenir plus de l'impérialisme (qui les opprime en cherchant à réduire toujours les faux frais du capital), tout en ayant leur sort lié à la survie et à la force de l'impérialisme : plus celui-ci pillera le monde, plus il étendra l'exploitation ouvrière, plus il aura besoin d'organiser exploitation et accumulation, et plus il aura les moyens (grâce aux surprofits) de payer cet appareil au service de sa domination. En cela elles constituent, aux côtés des aristocrates et bureaucrates ouvriers, la base matérielle du réformisme.

<sup>17</sup> Les bases d'une telle analyse ont été développées dans notre brochure "Le prolétariat seule classe révolutionnaire jusqu'au bout" [Mai 1977]. Notre organisation a inclus leurs nécessaires développements dans son plan de travail.

<sup>18</sup> Id.

# Base sociale et programme politique

Lénine a caractérisé ainsi l'opportunisme : « *La défense de la collaboration de classes, la répudiation de l'idée de la révolution socialiste et des méthodes révolutionnaires de lutte, l'adaptation au nationalisme bourgeois, l'oubli du caractère historiquement transitoires des frontières de nationalité et de patrie, la valeur de fétiche attribuée à la légalité bourgeoise, la renonciation au point de vue de classe et à la lutte de classe par crainte de s'aliéner la grande masse de la population, tels sont incontestablement les fondements idéologiques de l'opportunisme.* » Ce sont là les principales caractéristiques du réformisme : il reconnaît les conséquences du capitalisme, mais prétend les résoudre sans édifier un ordre social radicalement nouveau sur les décombres de l'ancien. Dès lors qu'il nie la nécessité d'une révolution dans les rapports de production, il n'a plus comme programme qu'une perpétuation de l'exploitation capitaliste, sous des formes différentes (car il veut les adapter au caractère social des forces productives), et à un prix différent (car il veut une répartition plus équitable des produits du travail). Là est le fond commun de tous les opportunistes, de la social-démocratie la plus ouverte, jusqu'aux soi-disant marxistes-léninistes adeptes de la « théorie des forces productives »<sup>19</sup>. La spécificité du révisionnisme (celui du PCF et de ses appendices trotskystes ou pseudo ml) c'est d'habiller l'opportunisme du langage marxiste, c'est de promouvoir la collaboration de classe au nom de la lutte des classes, c'est de baptiser « socialisme scientifique » un programme d'aménagement du capitalisme.

---

## RÉFORMISME ET DÉFENSE DE L'IMPÉRIALISME

---

La base sociale de l'opportunisme se caractérise par ses liens matériels avec la prospérité de son impérialisme : prospérité maintenue et renforcée grâce à l'accentuation de l'exploitation et du pillage des peuples qui le place en bonne posture dans les rivalités inter-impérialistes. Elle se caractérise aussi par la fragilité, le caractère relatif de ses avantages : elle est donc « critique » vis à vis du système, et revendique sans cesse une part croissante du gâteau des surprofits, alors que les lois de l'accumulation monopoliste tendent en permanence à rogner, éliminer ou déplacer (vers d'autres bénéficiaires) ces miettes.

Le programme politique du PCF exprime pleinement l'intérêt contradictoire de ces couches. Ainsi la petite bourgeoisie salariée, l'aristocratie ouvrière s'affolent devant l'aiguïsement des contradictions inter impérialistes, et de la place secondaire de l'impérialisme français dans la chaîne impérialiste. D'où la lutte du PCF contre « le déclin, la vassalisation de la France » « l'aplatissement de Giscard face à l'Allemagne et aux U.S.A ». Leur critique des monopoles porte sur leur incapacité et leur rapacité. Incapacité, quand le PCF les accuse de ne voir que « le profit à court terme », de sacrifier le potentiel économique du pays à leurs intérêts immédiats. Sa lutte contre le capitalisme monopoliste d'Etat dénonce l'inadéquation du pouvoir monopoliste au degré de développement des forces productives sociales. Pour remédier alors au gâchis de forces productives, l'objectif est la nationalisation des monopoles : le transfert de propriété à l'Etat assurera un « développement harmonieux » de l'accumulation. Rapacité quand il proclame que les richesses existent (sans guère s'inquiéter de leur provenance !), mais qu'elles sont

<sup>19</sup> Voir « La théorie des forces productives à la base du révisionnisme moderne » Revue La Cause du Communisme N° 1

accaparées par une poignée (les 200 familles) ; il veut alors une meilleure répartition de ces richesses et du pouvoir à travers la démocratie et l'autogestion.

Nationalisation et autogestion (nouveau mot pour la déjà ancienne « démocratie économique ») sont les clés de voûte d'un programme qui prétend renforcer et rationaliser l'extraction de plus-value et répartir celle-ci plus largement.

Un tel programme développera la participation des représentants ouvriers à tous les rouages de l'appareil d'Etat, et de l'appareil de production. Autant de comités, commissions, instituts et ministères, dans lesquels pourront s'épanouir les bureaucrates ouvriers, loin de la peine des ateliers et sûrs de ne pas y retourner, l'Etat demeurant intact et la division sociale du travail inchangée. Toutes ces couches acquises à l'impérialisme sont du « bon côté » de la division du travail, et c'est d'elle qu'elles tirent leurs privilèges. Elles ne peuvent alors qu'appuyer sur celle-ci : elles revendiquent l'avance technologique, économique et commerciale des pays impérialistes face aux pays dominés. Elles défendront l'échange inégal, l'exportation des capitaux, le pillage des richesses. D'où leur chauvinisme, et le caractère nationaliste, social-impérialiste du programme du PCF. Elles revendiqueront, au nom de la « révolution scientifique et technique », de la « productivité », l'organisation capitaliste du travail. D'où le respect de la hiérarchie des salaires et des fonctions qui marque le programme du PCF et qui éclaire quels seront les bénéficiaires de l'« autogestion » !

Elles revendiqueront la compétence, la qualification, pour se protéger de la concurrence et justifier leurs privilèges : d'où le maintien des divisions Français-Immigrés, homes-femmes, respect de la maîtrise et des agents de contrôle.

Nous ne développerons pas ici toute la critique du programme révisionniste. Celle-ci est l'objet de toute notre activité. Retenons simplement que le programme révisionniste, s'il marque une opposition à la politique, et aux formes du pouvoir, de la bourgeoisie impérialiste est en parfaite conformité avec l'intérêt de l'impérialisme lui-même. C'est de cette contradiction apparente que sont nées les conceptions erronées quant à la nature du parti révisionniste.

---

## OPPOSITION ET SUBORDINATION

---

La question essentielle est en effet de savoir si les aspirations de ces couches à un capitalisme plus « égalitaire » peuvent devenir réalité. En d'autres termes, leur programme politique a-t-il un avenir ?

Notons d'abord le contenu historiquement réactionnaire de ces aspirations telles qu'elles sont formulées : vouloir supprimer les monopoles sans supprimer l'accumulation capitaliste, vouloir « libérer la concurrence » tout en respectant pleinement les lois du marché, vouloir « rendre leur dignité aux ouvriers », en respectant la division capitaliste du travail, tout ceci procède de l'illusion d'un retour en arrière, au temps de la petite production et du capitalisme concurrentiel. Alors que, précisément, ces couches se sont développées à partir des mécanismes de régulation que le monopolisme a mis en place pour garantir son accumulation. Lésées par le monopole qui les a créés, leur pensée politique spontanée ne va pas au-delà d'un retour à l'âge d'or qui maintiendrait des privilèges relatifs en coupant la source de ceux-ci.

C'est en fait la situation sociale elle-même de ces couches qui limite leur devenir politique. Elles ne retiennent du socialisme et de la lutte de classes que les formes mais ne peuvent s'emparer du contenu révolutionnaire : elles critiquent la propriété privée des moyens de production, réclament nationalisation et autogestion, mais ne peuvent faire leur, l'objectif de l'appropriation sociale, du communisme. Car elles sont elles-mêmes le produit de la différenciation des classes.

De même elles critiquent l'injustice, l'inégalité, réclament plus de droits et de salaires, mais ne peuvent avoir pour objectif la fin de la concurrence entre ouvriers, de la division du travail car elles bénéficient de celles-ci. Elles ne sont porteuses d'aucun mode de production nouveau, d'aucune autre organisation sociale. Seul le prolétariat, parce qu'il est au cœur de la production sociale, parce qu'il est entièrement privé de toute appropriation, qu'il est séparé de son propre travail, pourra diriger l'abolition des classes<sup>20</sup>. Dans la mesure où aristocrates et bureaucrates ouvriers tirent leurs privilèges du maintien de la lutte des classes dans les limites réformistes, ils s'opposeront à tout développement révolutionnaire. L'exacerbation des contradictions de classes en mènera inéluctablement la plus grande partie à se soumettre totalement à la bourgeoisie, à s'opposer frontalement à la classe ouvrière, dès lors que le combat de celle-ci ne les sert plus, mais met en danger les bases de leur existence. Leur ralliement à la lutte révolutionnaire ne pourra se faire qu'en abandonnant leurs propres positions, leurs propres intérêts, en se ralliant au programme socialiste qui supprime la base de leurs privilèges. Autant dire qu'il faudra un parti prolétarien fort, un mouvement révolutionnaire massif pour en rallier un nombre significatif.

Le PCF, en ce qu'il exprime les aspirations de ces couches, est alors bien un parti bourgeois. Consciemment ou pas, il protège les intérêts de la bourgeoisie impérialiste, menacés par la lutte révolutionnaire des prolétaires et minée par ses contradictions. Que sa base sociale spécifique soit les couches supérieures corrompues de la classe ouvrière et des fractions de la petite bourgeoisie salariée, n'enlève rien à sa fonction de défenseur des monopoles. Car cette base sociale ne peut réaliser ses aspirations propres qu'en fusionnant totalement avec l'impérialisme.

---

## NOUVELLE BOURGEOISIE ET CAPITALISME D'ETAT

---

Tout: un courant opportuniste monte en épingle les contradictions réelles qui opposent la base sociale du révisionnisme à la bourgeoisie en place, pour voir dans le programme révisionniste un projet alternatif au mode actuel d'accumulation capitaliste. A travers principalement les nationalisations et l'extension de la bureaucratie ouvrière, il caractérise alors ce projet comme l'instauration d'un capitalisme d'état, à l'image du système social des pays révisionnistes. Et de définir sa base sociale comme une « nouvelle bourgeoisie » qui aspirerait à remplacer l'ancienne.

Tout en croyant s'en démarquer, ce courant tombe dans la même erreur que les trotskystes quand ils caractérisent les réformistes comme bureaucrates diviseurs et les partis révisionnistes comme partis ouvriers dégénérés : c'est croire, et faire croire, qu'il peut y avoir une troisième voie entre l'impérialisme d'aujourd'hui et le socialisme. C'est masquer le caractère de parti

<sup>20</sup> « Où réside donc la possibilité positive de l'émancipation allemande ? Réponse : dans la formation d'une classe aux chaînes radicales, d'une classe de la société civile qui ne soit pas une classe de la société civile-bourgeoise, d'un état social qui soit la dissolution de tous les états sociaux, d'une sphère qui possède un caractère d'universalité par l'universalité de ses souffrances et ne revendique pas de droit particulier, parce qu'on lui fait subir une injustice particulière mais l'injustice tout court, qui ne puisse plus se targuer d'un titre historique mais seulement du titre humain, qui ne soit pas en contradiction par un côté avec les conséquences, mais en contradiction de tous les côtés avec les conditions préalables du régime politique allemand, d'une sphère enfin qui ne puisse s'émanciper de toutes les autres sphères de la société, qui soit en un mot, la perte totale de l'homme et ne puisse donc se reconquérir elle-même sans une reconquête totale de l'homme. Cette dissolution de la société réalisée dans un état social particulier, c'est le prolétariat.

... En annonçant la dissolution de l'ordre antérieur du monde, le prolétariat ne fait qu'énoncer le secret de sa propre existence, car il est la dissolution de fait de cet ordre. En réclamant la négation de la propriété privée, le prolétariat ne fait qu'élever en principe de la société, ce que la société a posé en principe pour lui, ce qu'il personnifie, sans qu'il y soit pour quelque chose, puisqu'il est le résultat négatif de la société. »

K. MARX - "Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel." - 1844 -

ouvrier-bourgeois qui fait du P.C.F. « *le principal soutien social de la bourgeoisie* » comme le notait Lénine et, par conséquent, le principal adversaire de la lutte révolutionnaire.

Certes, il est sûr que ces couches sociales aspirent à supplanter le personnel politique et les gestionnaires du capital en place. Leur programme de réformes vise à élargir et à multiplier structures de pouvoir et de décisions. Mais pour les raisons évoquées précédemment, ils ne pourront accéder au pouvoir qu'en le partageant. Ils ne pourront que se mouler dans un état impérialiste et se plier à ses règles qui sont celles de l'accumulation. Quant à instaurer un capitalisme d'état, étendre la bureaucratie, c'est supposer que ne règne pas dès aujourd'hui un capitalisme d'état bureaucratique ; c'est se laisser prendre au piège des formes, c'est opposer propriété privée capitaliste à propriété d'état capitaliste, sans voir que le mode d'appropriation est identique, c'est opposer démocratie bourgeoise à bureaucratie bourgeoise, sans voir que l'une nourrit inéluctablement l'autre.

Parti ouvrier-bourgeois, le PCF ne peut être qu'un parti social-démocrate, un parti de réformes sociales. Si le programme du réformisme moderne a changé par rapport aux partis dégénérés de la 2<sup>ème</sup> internationale, ce n'est point du fait d'une nature nouvelle, qui permettrait d'opposer révisionnisme moderne à social-démocratie. C'est qu'il s'est adapté à l'évolution de l'impérialisme. L'accumulation intensive qui a prévalu depuis la 1<sup>ère</sup> guerre mondiale a induit progressivement un mode de régulation dans lequel le rôle de l'Etat s'est considérablement accru. La révolutionnarisation continue des forces productives, au travers de la division capitaliste du travail, le rôle clé de la gestion collective de la force de travail et du rapport salarial, de celle de la monnaie, ont à la fois renforcé l'importance des politiques économiques, et de la négociation contractuelle du partage du produit social. Donc développé l'intervention et le poids de l'Etat bourgeois, et celle des instances de négociation sociale. Le programme réformiste du PCF ne vise nullement à instaurer un capitalisme monopoliste d'état plus « efficace » que celui qui domine aujourd'hui. Il a adapté la politique social-démocrate qui vise fondamentalement à assurer la collaboration de la classe ouvrière à l'accumulation capitaliste, aux conditions actuelles de celle-ci. Si ce programme est plus « social », plus « partageux » que ceux du vieil opportunisme, c'est bien que le PCF a saisi quel prix doit payer l'impérialisme pour une telle collaboration : quand il n'y a plus de terres nouvelles à coloniser, quand il ne reste plus beaucoup de paysans et de petits commerçants à prolétarianiser, quand les nouvelles branches d'accumulation restent peu de temps des chasses gardées, la survie du système dépend essentiellement de sa capacité à accentuer encore l'exploitation ouvrière. Face à la lutte ouvrière qu'engendre inévitablement l'aggravation de l'exploitation, il faudra lâcher des concessions matérielles et accentuer l'intégration idéologique, pour que les ouvriers s'identifient au système qui les exploite. C'est précisément la fonction des partis opportunistes. Nous développerons cela à la fin de cet article (chapitre 3).

(Suite dans le prochain numéro)  
Danielle FIGNER Patrick MORVAN